



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eliane LLORET, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Fabien ABERT, Perla DANAN, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Convention de participation à l'analyse comparative de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est membre de la Fédération des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) depuis 2007.

Créée en 1934, la FNCCR réunit plus de 500 entités concédantes et régies. Elle représente ses membres lors de la préparation des textes législatifs et réglementaires ainsi que lors des négociations nationales avec les acteurs de l'eau (entreprises, institutions).

Depuis 2009, la FNCCR réalise chaque année des analyses comparatives de services d'eau potable et d'assainissement, avec la participation de plus d'une trentaine de collectivités volontaires pour chacune des deux compétences.

L'analyse de la performance des services doit permettre d'identifier les points forts et les points faibles et de faire émerger des explications et des voies de progrès. En ce sens, la participation à l'analyse comparative des services d'eau et d'assainissement conduite tous les ans par la FNCCR, qui regroupe 8 Métropoles françaises et Paris, permet de disposer d'un référentiel par rapport à d'autres services de tailles similaires. Montpellier Méditerranée Métropole a participé à cette analyse pour son service d'assainissement pour 2015 et 2016.

Les conclusions ont permis de mettre en avant la bonne santé financière du service et les bons rendements épuratoires. Toutefois, des marges de progrès existent concernant la politique de renouvellement.

La publication des résultats collectifs reste anonyme alors que chaque participant dispose d'une synthèse individuelle et les conclusions sont rendues avec un décalage de 2 ans, ce qui permet de mettre en œuvre d'éventuelles mesures correctives.

C'est pourquoi il est proposé de conclure une convention pour une durée de quatre ans. Celle-ci définit le champ et les rôles de la FNCCR et de la Métropole ainsi que les modalités financières du partenariat. Elle portera sur les indicateurs et données recueillis pour les années 2017 à 2020 et traitera de quatre aspects principaux de l'activité des services :

- la qualité des ressources et de l'eau distribuée (eau potable) / l'efficacité de la collecte et du traitement des eaux usées (assainissement collectif),
- la qualité du service à l'utilisateur,
- la gestion patrimoniale,
- les aspects financiers.

Le coût estimé, non soumis à la TVA de 5000€ pour deux services suivis (eau potable et assainissement), paraît très raisonnable au regard des enjeux de pilotage et de transparence. Il appartient à la Métropole de prendre en charge cette dépense au titre de ses missions d'autorité organisatrice chargée du contrôle des services.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de participation pour une durée de 4 ans à l'analyse comparative de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies sur les deux services d'eau et d'assainissement,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement collectif, au chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Isabelle GUIRAUD.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-58857-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.